



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N°268 /DDPP/2015
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire

VU le Titre VII du Livre Ier du Code de l'Environnement relatif aux dispositions communes et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 février 2005 réglementant les activités exercées par la société RDS sur le territoire de la commune de ANDREZIEUX-BOUTHEON - ZAC Les Vollons II ;

VU le dossier transmis par la société RDS située à ANDREZIEUX-BOUTHEON - ZAC Les Vollons II informant l'inspection des installations classées du rachat du terrain mitoyen et de son souhait d'étendre la surface d'exploitation ;

VU les observations formulées par l'inspection par courrier du 20 février 2014 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant aux relances téléphoniques et au courrier de l'inspection du 20 février 2014 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 mai 2015, établi à la suite d'une visite d'inspection du 21 avril 2015, constatant l'exploitation d'une installation classée sur une zone non autorisée, et sans avoir actualisé le montant des garanties financières ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La société RDS est mise en demeure de régulariser sa situation administrative conformément à l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement **avant fin septembre 2015** pour son installation exploitée à ANDREZIEUX-BOUTHEON – ZAC Les Vollons II.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le sous-préfet de Montbrison, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de ANDREZIEUX-BOUTHEON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 11 JUIN 2015

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Société RDS

A l'attention de Monsieur ENGEL

ZAC les Vollons II

42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON

- Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison

- Monsieur le maire de ANDREZIEUX-BOUTHEON

- DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono